

**Intervention de M. Christophe Lacroix, député et membre du bureau du
Groupe belge de l'UIP au Forum public de l'OMC**

(Genève, 27 septembre 2022)

***"La sécurité alimentaire : un facteur clé pour un système commercial plus
résilient, durable et inclusif"***



Pour la Belgique la Sécurité alimentaire est un thème majeur qui est à l'agenda de nos différents gouvernements depuis presque 50 ans.

Le Parlement belge avait déjà été à la pointe dans les années 1980 en mettant en place un mécanisme financier : Le Fonds belge de survie, puis Fonds belge pour la Sécurité alimentaire, qui avait pour objectif de garantir la sécurité alimentaire dans les pays d'Afrique subsaharienne souffrant d'une pénurie alimentaire chronique.

La sécurité alimentaire reste une priorité de l'actuelle Ministre de la Coopération au développement, elle s'est engagée à consacrer **15 % de son budget à l'agriculture et à la sécurité alimentaire**, à travers la coopération bilatérale et multilatérale (NU, FAO, PAM CGIAR).

C'est en effet plus qu'une nécessité :

Quelques chiffres pèsent plus que les mots pour décrire **l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde aujourd'hui** : en **2021 près de 10% de la population est touchée par la sous-alimentation.**

Un être humain sur 10.

L'insécurité alimentaire a touché de manière plus ponctuelle **2,3 milliards de personnes l'année dernière.**

Ces chiffres en hausse publiés par l'ONU n'ont pas intégré encore les effets de l'invasion russe en Ukraine.

Or on sait que chaque année via son rapport sur l'état de la sécurité alimentaire dans le monde, la FAO épingle la **guerre comme étant la première cause de la faim.**

Et on sait donc que la guerre va encore **aggraver la crise alimentaire**, la Russie et l'Ukraine étant considérés comme les greniers à blé du monde.

Les prix des denrées alimentaires ont augmenté dans le monde entier. On le voit chez nous au supermarché, beaucoup de citoyens belges ne savent plus remplir leur caddie. Et dans certains **pays du Sud, la situation est encore plus dramatique** car la famine guette et ces Etats ne peuvent apporter l'aide alimentaire nécessaire face à l'emballement des prix.

Selon des études menées par des organisations de la société civile, **L'articulation entre les problèmes de transports, les sanctions économiques qui touchent la Russie et les perspectives de chute de la production affole les marchés des matières premières agricoles.** La spéculation financière vient exacerber cette flambée des prix. Le 16 mai 2022, la tonne de blé a atteint le record historique de 433 € la tonne sur Euronext. C'est deux fois et demie le cours de 2020.

En parallèle, **l'explosion des prix du gaz entraîne l'augmentation du prix des engrais azotés.** Leurs prix ont triplé depuis janvier 2022, ce qui entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires. Aux **problèmes de transport** et de baisse de la production à venir s'ajoute donc celui de l'explosion du prix des intrants agricoles.

Le pire est donc encore très probablement à venir.

Mais si les prix augmentent de manière vertigineuse, c'est aussi parce que **des spéculateurs fondent sur les marchés des denrées alimentaires et des matières premières.**

On le voit, des banques, des grands traders et des fonds d'investissements parient sur la hausse des prix du maïs, du blé, de l'orge, du colza, etc.

Selon **l'ONG Foodwatch**, on peut déjà constater que en 2022, en 9 mois, deux grands fonds d'investissement agricoles ont déjà investi près de 1,2 milliard de dollars en 2022, ce qui est **six fois plus que sur toute l'année 2021 et le niveau de spéculation sur les marchés du blé américain est au niveau de celui qui a provoqué les émeutes de la faim en 2008-2009.**

Au Parlement fédéral belge, nous sommes en train de réfléchir à ces questions : comment renouer avec de véritables **politiques de régulations** ? Citons, par exemple, **l'interdiction de la spéculation sur les marchés financiers** des produits alimentaires.